



Conseil de sécurité

Distr. générale
7 février 2019
Français
Original : anglais

Évolution de la situation en Guinée-Bissau et activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution [2404 \(2018\)](#) du Conseil de sécurité, par laquelle le Conseil a prorogé le mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) jusqu'au 28 février 2019 et m'a prié de lui rendre compte tous les six mois de la situation en Guinée-Bissau ainsi que des progrès accomplis dans l'application de la résolution et l'exécution du mandat du Bureau intégré. Il décrit également les faits nouveaux majeurs intéressant la situation politique, la sécurité, les droits de l'homme et la situation socioéconomique et humanitaire en Guinée-Bissau survenus depuis mon rapport du 16 août 2018 ([S/2018/771](#)).

II. Faits nouveaux majeurs

A. Situation politique

2. Les manœuvres politiques se sont intensifiées durant la période considérée, notamment après le lancement du processus d'inscription sur les listes électorales le 19 septembre. Le Gouvernement inclusif dirigé par le Premier Ministre Aristides Gomes a rencontré plusieurs difficultés pour atteindre son premier objectif, l'organisation des élections législatives. Les partis politiques bissau-guinéens ont à maintes reprises débattu des aspects techniques et juridiques de l'inscription sur les listes électorales et du calendrier électoral, s'accusant mutuellement de tenter de truquer les élections ou de retarder volontairement le processus. Certains partis ont remis en cause la transparence et la crédibilité du processus électoral et appelé au limogeage du Premier Ministre. Du fait des obstacles politiques et techniques ainsi rencontrés, les élections législatives n'ont pas pu se tenir le 18 novembre 2018.

3. Le dialogue régulier sur le processus électoral mené par le Premier Ministre Gomes, la Commission électorale nationale, le Bureau d'appui technique au processus électoral, les partis politiques, la société civile, les médias et les chefs religieux a permis de réduire les tensions, mais le climat politique demeure néanmoins imprévisible et marqué par de la méfiance entre les principaux acteurs politiques. Cette situation s'est encore dégradée lorsque le Procureur général a décidé, le



2 décembre, d'interrompre l'inscription sur les listes électorales et d'enquêter sur trois spécialistes du Bureau d'appui technique après qu'un Groupe de 18 partis politiques, dont certains n'étaient pas représentés au Parlement, les eut accusés de fraude dans l'administration de la base de données sur les électeurs et du logiciel utilisé pour l'établissement des listes électorales. Malgré ce revers, le Gouvernement a déclaré, le 19 décembre, que le processus d'inscription des électeurs avait été mené à bien et que les données de 90 % de la population que l'on pensait être habilitée à voter avaient été recueillies.

4. Le groupe des cinq partenaires internationaux présents en Guinée-Bissau, à savoir l'Union africaine, la Communauté des pays de langue portugaise, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies, a continué d'aider activement les parties à régler les différends et le peuple bissau-guinéen à tenir des élections crédibles, et d'appuyer l'effort de stabilisation politique et institutionnelle mené au titre des engagements découlant des Accords de Conakry dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route de la CEDEAO pour une sortie de crise politique en Guinée-Bissau. Durant la période considérée, la CEDEAO a dépêché deux missions de niveau ministériel à Bissau pour qu'elles s'entretiennent avec les parties et les aident à surmonter les obstacles qui entravaient la tenue d'élections. À la demande du Gouvernement, elle a par ailleurs envoyé une équipe de vérification chargée d'évaluer l'intégrité du fichier électoral.

5. Le 23 août, le Movimento para Alternância Democrática [Mouvement pour le changement démocratique (MADEM-G15)], parti nouvellement créé, dirigé par des dissidents du Partido Africano para a Independência da Guiné e Cabo Verde [Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et de Cabo Verde (PAIGC)], a officiellement présenté son programme électoral et son chef lors d'un rassemblement organisé à Bissau. Le coordonnateur national du MADEM-G15, Braima Camará, a encouragé les membres du parti à s'inscrire sur les listes électorales le plus rapidement possible, tout en reprochant au Gouvernement de ne pas avoir ouvert l'inscription sur les listes électorales à temps. Dans une déclaration à la presse faite le 24 août, les dirigeants du MADEM-G15 ont demandé que le Premier Ministre et le Gouvernement inclusif soient tenus responsables des retards accusés dans l'inscription des électeurs.

6. Le même jour, le Partido da Renovação Social [Parti du renouveau social (PRS)], principale formation d'opposition, a tenu une conférence de presse à Bissau, durant laquelle ses hauts dirigeants ont accusé le Premier Ministre Gomes de se conduire de manière inacceptable en bafouant les lois électorales. Il a également reproché au Gouvernement de ne pas avoir démarré l'inscription sur les listes électorales dans les délais prévus. Le porte-parole du PRS a dit que le parti avait pointé du doigt une « incompétence administrative » et déclaré que le Premier Ministre « cherchait à détourner l'attention et à frauder » avant les élections. Le PRS s'est par la suite, de concert avec le MADEM-G15, inquiété de ce que le Gouvernement influait injustement sur la sélection des agents et des observateurs chargés de l'inscription sur les listes électorales, sélection qui se ferait sur la base de considérations partisans.

7. Le 18 septembre, une délégation de la CEDEAO conduite par Geoffrey Onyema, le Ministre nigérian des affaires étrangères, et composée de Naby Youssouf Kiridi Bangoura, Ministre d'État et Secrétaire général à la présidence de la Guinée, et de Jean-Claude Kassi Brou, le Président de la Commission de la CEDEAO, s'est rendue à Bissau pour évaluer le processus électoral. Durant cette visite d'une journée, la délégation s'est entretenue avec les autorités nationales et les partis politiques concernés. Dans une déclaration aux médias, le Président de la Commission de la

CEDEAO s'est félicité des efforts déployés pour organiser les élections législatives et a exhorté le Gouvernement à accélérer les travaux préparatoires afin que celles-ci puissent se tenir le 18 novembre, comme prévu.

8. Le 19 septembre, le Premier Ministre Gomes a annoncé officiellement que l'inscription sur les listes électorales était ouverte, à la suite de quoi José Mário Vaz, le Président de la République, s'est inscrit le 20 septembre. Le Président a déclaré qu'il avait « tenu son engagement » envers la communauté internationale en nommant un premier ministre de consensus, ce qui avait conduit à la formation d'un gouvernement inclusif dont le seul objectif était d'organiser les élections législatives en novembre. Il a salué les efforts faits conjointement par le Gouvernement, le Bureau d'appui technique au processus électoral et la Commission électorale nationale et exhorté tous les citoyens habilités à voter à s'inscrire sur les listes électorales. Il a également invité les médias à appuyer le processus d'inscription sur les listes électorales.

9. Le 20 septembre, un groupe de partis politiques non représentés au Parlement a tenu une conférence de presse à Bissau, au cours de laquelle il s'est dit déçu de la gestion du processus d'inscription sur les listes électorales. Il a accusé le Premier Ministre de ne pas être transparent et exhorté le Président à renvoyer le Gouvernement. Le coordonnateur national du MADEM-G15 a affirmé que le Premier Ministre manipulait le processus d'inscription des électeurs en vue de préserver ses ambitions présidentielles dans le cadre du PAIGC (parti au pouvoir). Il a demandé au Président, aux groupes de la société civile, à la Commission électorale nationale et au Bureau d'appui technique de garantir l'intégrité du processus et a encouragé les citoyens à s'inscrire sur les listes électorales. Le Président de la Assembleia do Povo Unido – Partido Democrático da Guiné-Bissau [Assemblée populaire unie-Parti démocratique de Guinée-Bissau (APU-PDGB)], Nuno Nabian, a appelé à la démission du Premier Ministre, menaçant d'organiser des manifestations publiques si cet appel restait lettre morte.

10. Le 24 septembre, à l'occasion du quarante-cinquième anniversaire de l'indépendance de la Guinée-Bissau, le Président de la République a lancé un appel à la paix et à l'unité nationale, ainsi qu'à la recherche d'un consensus entre les acteurs nationaux durant le processus électoral. Il a indiqué que la tenue des élections législatives en novembre renforcerait la légitimité démocratique du pays et a demandé à tous les citoyens d'accomplir leur devoir civique en s'inscrivant sur les listes électorales et en participant à la sélection des candidats. Il a exhorté le Bureau d'appui technique, la Commission électorale nationale, les partis politiques représentés au Parlement ou non, les organismes de surveillance, les organisations de la société civile et tous les citoyens à participer à la supervision du processus d'inscription sur les listes électorales.

11. Les 26 et 27 septembre, le Premier Ministre Gomes a convoqué une série de réunions avec les représentants des partis politiques qui siègent au Parlement, les responsables de la société civile, le Bureau d'appui technique, la Commission électorale nationale et le groupe des cinq partenaires internationaux présents à Bissau, pour discuter du calendrier électoral et répondre aux préoccupations grandissantes liées à l'incertitude quant à la tenue des élections législatives le 18 novembre 2018. À la première réunion, le Bureau d'appui technique et la Commission ont présenté de nouveaux calendriers pour les élections, et proposé que celles-ci se tiennent le 16 décembre 2018 ou le 27 janvier 2019. À la deuxième réunion, après de longs débats, le Premier Ministre a demandé aux organismes de gestion des élections de revenir à la date initiale (18 novembre 2018) et de présenter un plan d'application révisé qui permettrait d'achever l'inscription des électeurs à temps pour que les élections puissent se tenir à cette date.

12. Le 2 octobre, le Premier Ministre Gomes a poursuivi les consultations avec la Commission électorale nationale et le Bureau d'appui technique, ainsi qu'avec les partis politiques siégeant au Parlement et le groupe des cinq partenaires internationaux présents à Bissau. Le même jour, Ester Fernandes, la Ministre de l'administration du territoire, a annoncé que le recensement électoral mené en perspective des élections législatives continuerait jusqu'au 20 octobre et a demandé à la population de s'inscrire. Elle a ensuite annoncé, le 12 octobre, une prolongation du processus d'inscription, notant que le Gouvernement entendait respecter le délai de 60 jours prévu par la loi pour l'inscription sur les listes électorales.

13. Durant sa visite en Guinée-Bissau, le 5 octobre, le Président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, s'est entretenu avec le Président Vaz, le Président de l'Assemblée nationale, Cipriano Cassamá, le Premier Ministre Gomes et le Ministre des affaires étrangères, de la coopération internationale et des communautés, João Ribeiro Butiam Cò. Il a félicité les parties prenantes bissau-guinéennes des progrès accomplis dans l'application des Accords de Conakry et a exhorté tous les Bissau-Guinéens et toutes les Bissau-Guinéennes à prendre les dispositions nécessaires pour garantir la tenue d'élections législatives crédibles, transparentes et justes le 18 novembre. Il a également annoncé l'intention de l'Union africaine de déployer une mission d'observation à l'occasion des élections.

14. À sa huit centième réunion, tenue le 10 octobre 2018, à Addis-Abeba, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a examiné un rapport sur la mission qu'il avait dépêchée en Guinée-Bissau les 27 et 28 juillet 2018, et a été informé de la situation dans ce pays. Par la suite, le Conseil a encouragé le Gouvernement et les personnalités politiques à faire en sorte que les élections se déroulent conformément aux valeurs communes et aux textes pertinents de l'Union africaine, souligné qu'il importait que les partis politiques acceptent les résultats des élections et règlent tout grief relatif à ces dernières dans le cadre des mécanismes juridiques existants, et rappelé qu'il fallait opérer une réforme constitutionnelle pour apporter des précisions, notamment sur les prérogatives des organes étatiques souverains, l'objectif étant de renforcer l'état de droit et le principe de la séparation des pouvoirs et de maintenir le système de contrôles et de contre-poids dans le cadre politique national.

15. Le 21 octobre, quelque 22 partis politiques, dont le PRS, l'APU-PDGB, le MADEM-G15 et l'União Patriótica Guineense [Union patriotique guinéenne (UPG)], ont organisé une marche à Bissau, qui a débouché sur un rassemblement devant le palais du Gouvernement. Les partisans de M. Botche Candé, conseiller du Président Vaz sur les questions de sécurité intérieure et extérieure, ont également participé à cet événement politique, qui a réuni environ 5 000 sympathisants. Durant le rassemblement, les responsables des partis politiques ont, à tour de rôle, critiqué la gestion de l'inscription sur les listes électorales et plaidé en faveur d'un processus électoral plus transparent et conforme à la loi. Contrairement à ce qu'ils avaient fait dans leurs déclarations publiques précédentes, ils n'ont pas appelé au renvoi du Gouvernement inclusif.

16. Le 30 octobre, le Président Vaz a tenu une réunion consultative sur les élections législatives, à laquelle ont participé le Premier Ministre Gomes et des représentants du PRS, des partis politiques ne siégeant pas au Parlement, des organisations de la société civile et des organismes de gestion des élections, ainsi que des chefs religieux. Ni le PAIGC ni ses alliés n'y ont pris part. Dans sa déclaration, le Président Vaz a pris acte du rapport présenté par le Premier Ministre, dans lequel celui-ci annonçait que les élections législatives ne pourraient pas se tenir le 18 novembre, du fait du retard intervenu dans l'inscription des électeurs. Le Premier Ministre a donc proposé que les élections soient organisées à l'une de ces trois dates : le 16 et le 30 décembre 2018,

et le 27 janvier 2019. Après neuf heures de débats, aucune décision n'a été prise sur une nouvelle date.

17. Le même jour, le PAIGC a publié une déclaration à la presse, dans laquelle il a accusé le Président Vaz de saboter le processus électoral et de projeter de limoger le Premier Ministre. Il a également rappelé que repousser les élections législatives jusqu'en 2019 serait « anticonstitutionnel et illégal » et risquerait de raviver les tensions politiques dans le pays.

18. Le 5 novembre, une délégation ministérielle de la CEDEAO conduite par le Ministre nigérian des affaires étrangères s'est rendue à Bissau pour évaluer le processus électoral. Elle s'est entretenue avec les représentants du groupe des cinq partenaires internationaux présents à Bissau et a, au terme de sa visite, publié un communiqué dans lequel elle a engagé le Gouvernement à redoubler d'efforts pour organiser les élections législatives avant la fin de 2018. Elle y a également demandé qu'une nouvelle date soit fixée pour ces élections, en consultation avec la CEDEAO.

19. Après la répression violente d'une manifestation d'étudiants le 8 novembre, le Président Vaz a limogé le Ministre de l'intérieur, Mutaro Djaló, par le décret n° 19/2018, à la demande, a-t-il dit, du Premier Ministre Gomes. Ce décret ne faisait aucune mention de son remplacement, et, au moment de l'établissement du présent rapport, aucune nomination n'avait encore été faite.

20. Le 14 novembre, le Président de l'Assemblée nationale a présidé l'ouverture de la dernière session ordinaire de l'Assemblée pour la législature en cours. À l'ordre du jour de cette session, prolongée jusqu'au 13 décembre, figurait l'approbation finale de la loi sur la parité pour la participation des femmes aux sphères politique et décisionnelle, adoptée ultérieurement en séance plénière le 22 novembre, ainsi que l'examen de la loi sur la justice militaire, adoptée le 20 décembre.

21. Le 16 novembre, le Premier Ministre Gomes a rencontré à Bissau toutes les organisations de la société civile et tous les partis politiques légalement inscrits ; la Commission électorale nationale, le Bureau d'appui technique et des représentants du groupe des cinq partenaires internationaux ont également participé à la réunion. À cette occasion, le Premier Ministre a assuré aux partis politiques que le Gouvernement avait pour objectif d'inscrire tous les électeurs potentiels. Au cours de la réunion technique hebdomadaire suivante concernant l'inscription des électeurs, présidée par le Premier Ministre, le 23 novembre, le représentant de la CEDEAO a annoncé que, à la demande officielle du Cabinet du Premier Ministre, une mission technique de la CEDEAO serait déployée pour procéder à un audit de la base de données des listes électorales, en vue d'assurer la transparence et la crédibilité de sa gestion.

22. Dans un bref discours prononcé le 18 novembre, date à laquelle les élections législatives devaient initialement avoir lieu, le Président Vaz a demandé aux Bissau-Guinéens de faire preuve de compréhension pour que le processus électoral se déroule dans la paix et la tranquillité et que tous les citoyens de plus de 18 ans puissent s'inscrire. Il a invité le Premier Ministre à poursuivre le dialogue avec tous les partis politiques, le Bureau d'appui technique et la Commission électorale nationale en vue de proposer une nouvelle date pour les élections législatives.

23. Le 29 novembre, un groupe de 18 partis politiques siégeant ou non au Parlement, dont le PRS, le MADEM-G15 et l'APU-PDGB, a tenu une conférence de presse à Bissau pour demander la démission de la Ministre de l'administration territoriale, alléguant qu'elle avait mal géré le processus d'inscription des électeurs et violé la Constitution et le droit électoral. Au cours de la conférence de presse, un membre de la Commission exécutive du PRS, Sola Nquelim, qui avait occupé le poste de Ministre de l'administration territoriale dans le gouvernement du Premier Ministre Umaro

Sissoco Embaló, a déclaré que son parti se retirerait du Gouvernement inclusif si la Ministre ne démissionnait pas.

24. Le 30 novembre, en réaction à la déclaration faite la veille par le groupe de 18 partis politiques, le PAIGC a accusé le groupe, et le PRS en particulier, de violer les Accords de Conakry et les accords ultérieurs et d'essayer de discréditer le processus d'inscription des électeurs. Il a également accusé le Président, le PRS et ses alliés de bloquer intentionnellement le processus électoral en vue de provoquer l'effondrement ou le remaniement du Gouvernement.

25. Le 3 décembre, le PRS, le MADEM-G15, l'APU-PDGB et les autres partis du groupe des 18 ont rencontré le Président de la Guinée-Bissau et lui ont remis une lettre ouverte dans laquelle ils ont exprimé leurs préoccupations et ont défini les conditions devant être remplies pour que l'inscription des électeurs puisse se poursuivre. Le même jour, le Président s'est entretenu avec le Premier Ministre et des techniciens de haut rang du Bureau d'appui technique afin de recevoir des informations actualisées et de demander des précisions quant aux préoccupations soulevées. Plus tard dans la journée, le Bureau du Procureur général a adressé une lettre au Ministère de l'économie et des finances convoquant trois des techniciens du Bureau d'appui technique (nommés dans la lettre) devant le tribunal dans le cadre d'une enquête.

26. Le 5 décembre, le Procureur général a annoncé qu'il avait été décidé de suspendre toutes les activités d'inscription des électeurs pendant le déroulement de l'enquête sur des irrégularités présumées. Il a fait spécifiquement référence aux irrégularités signalées par certains partis politiques et indiqué notamment que des cartes d'électeur auraient été falsifiées et des données relatives à l'inscription sur les listes électorales, manipulées au Nigéria. Il a également indiqué que trois experts du Bureau d'appui technique et d'autres témoins avaient été interrogés au sujet du travail accompli par le Bureau, d'ingérences dans le processus de prise de décisions et du fait que la présence continue de l'ensemble des partis politiques n'était pas toujours assurée.

27. À la demande du Gouvernement de la Guinée-Bissau, le Nigéria a envoyé deux techniciens à Bissau le 4 décembre pour aider les techniciens nationaux à configurer le serveur d'inscription des électeurs, le but étant de consolider les données relatives à l'inscription et de produire des listes provisoires et des listes électorales. Le 5 décembre, les techniciens nigériens ont été temporairement détenus par la police de sécurité publique, qui agissait sur les ordres du Procureur général, et se sont vu interdire l'entrée dans l'enceinte du siège du Bureau d'appui technique à Bissau. Ils ont quitté le pays le lendemain.

28. Le 12 décembre, le Procureur général a ordonné la reprise de l'inscription des électeurs. Il a notamment demandé que : a) le Bureau d'appui technique reprenne ses travaux ; b) tous les partis politiques envoient des observateurs pour surveiller les travaux du Bureau ; c) le Bureau fournisse toutes les informations demandées aux représentants des partis politiques ; d) le Directeur général par intérim du Bureau se conforme au mandat établi pour ce poste. Il a en outre indiqué que son bureau surveillerait l'ensemble des travaux du Bureau d'appui technique et enquêterait à ce sujet jusqu'à la conclusion du processus d'inscription des électeurs.

29. Le 12 décembre également, une délégation de la CEDEAO conduite par le Ministre nigérien des affaires étrangères et composée du Ministre d'État et Secrétaire général de la présidence de la Guinée et du Président de la Commission de la CEDEAO s'est à nouveau rendue à Bissau. La délégation a rencontré le Président, le Premier Ministre et le Procureur général de la Guinée-Bissau. Dans le communiqué publié à l'issue de sa visite, la CEDEAO s'est dite préoccupée par le climat politique

qui régnait dans le pays et l'interruption du processus d'inscription des électeurs. Elle a exhorté les autorités à lever tous les obstacles qui empêchaient la poursuite du processus électoral et à achever l'inscription des électeurs. Elle a en outre réaffirmé que la date des élections législatives devait être fixée avant la cinquante-quatrième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, qui se tiendrait le 22 décembre, et que les élections devaient être organisées avant la fin de janvier 2019.

30. Le 17 décembre, le Premier Ministre a tenu une réunion avec des représentants des partis politiques en vue d'examiner le processus électoral. Parmi les autres participants figuraient la Ministre de l'administration territoriale, des représentants de la Commission électorale nationale, du Bureau d'appui technique et du groupe de partenaires internationaux basé en Guinée-Bissau et un représentant de l'ambassade du Nigéria à Bissau, accompagné des deux experts nigériens de l'entreprise technologique qui apportait un soutien au Bureau dans le cadre du processus d'inscription des électeurs. Au cours de la réunion, les experts nigériens ont présenté leurs travaux, y compris les activités qu'ils menaient, à savoir fournir un appui technique au Bureau d'appui technique pour veiller à ce que le logiciel soit conforme à la réglementation électorale de la Guinée-Bissau. En ce qui concerne le processus électoral, plusieurs scénarios ont été examinés et les experts ont indiqué qu'il serait techniquement impossible d'organiser les élections en janvier 2019. Trois autres dates étaient toutefois envisageables : le 17 février, le 24 février et le 10 mars. Plus tard dans la journée, le Conseil des ministres a annoncé dans un communiqué que le processus d'inscription des électeurs prendrait fin le 19 décembre et que le Président de la Guinée-Bissau fixerait la date des élections législatives par décret. Le 20 décembre, avant de se rendre à Abuja pour le Sommet de la CEDEAO, le Président de la République a décrété que les élections législatives se tiendraient le 10 mars 2019.

31. La cinquante-quatrième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO s'est tenue le 22 décembre à Abuja. Dans son communiqué final, la Conférence a pris note du rapport du Comité ministériel de suivi et s'est dite préoccupée par le retard enregistré dans l'organisation des élections législatives ; a pris note de la nouvelle date des élections législatives et engagé les parties prenantes du pays à œuvrer pour que celles-ci aient effectivement lieu le 10 mars ; a exhorté les acteurs politiques bissau-guinéens à mettre en œuvre la feuille de route adoptée à Lomé le 14 avril 2018, comme ils s'y étaient engagés ; a chargé son président d'imposer des sanctions, sur proposition du Président de la Commission de la CEDEAO, aux acteurs politiques qui entravaient le processus électoral.

32. Le 26 décembre, la Cour suprême de justice a publié une déclaration dans laquelle elle a invité tous les partis politiques à soumettre avant le 10 janvier 2019 la liste de leurs candidats aux élections législatives. Elle a en outre demandé que chaque candidat ou candidate présente un document attestant qu'il ou elle s'était acquitté(e) de ses obligations fiscales envers l'État.

33. Comme le veut la tradition, le Président Vaz a adressé le 31 décembre un message de fin d'année aux Bissau-Guinéens, dans lequel il a réaffirmé qu'il fallait opérer des réformes constitutionnelles pour éliminer les sources d'instabilité institutionnelle et clarifier le système gouvernemental. Le Président a indiqué que, depuis les premières élections pluralistes tenues 24 ans auparavant, le pays n'était jamais parvenu à la fin d'une législature sans que le cycle politique ne soit interrompu ou qu'un coup d'État n'ait lieu. Le Président a en outre souligné l'action qu'il menait pour mettre fin à la crise politique et institutionnelle que le pays connaissait depuis plus de trois ans.

B. Situation en matière de sécurité

34. Dans l'ensemble, la situation en matière de sécurité est demeurée relativement stable pendant la période considérée. Les forces armées sont restées neutres : elles n'ont pas porté atteinte à l'ordre constitutionnel et ne se sont pas immiscées dans les affaires politiques du pays.

35. La porosité des frontières terrestres, aériennes et maritimes et le trafic de drogues et les autres formes de criminalité transnationale organisée dont il est fait état demeurent une source de préoccupation majeure et des facteurs potentiels de déstabilisation. Les manifestations que les étudiants continuent d'organiser contre la grève des enseignants entamée au début du mois d'octobre et le taux de chômage élevé pourraient avoir des effets néfastes sur la situation en matière de sécurité, tout comme la présence accrue signalée dans le pays d'individus qui seraient liés à l'extrémisme violent.

C. Situation en matière de droits de l'homme

36. La situation en matière de droits de l'homme n'a guère évolué et l'impunité dont jouissent les auteurs des violations flagrantes des droits de l'homme commises dans le passé a continué d'entraver les efforts de réconciliation nationale. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'État n'avait pas encore pris de mesures pour répondre aux divers appels lancés par le Secrétaire général et le Conseil de sécurité pour que des enquêtes efficaces et crédibles soient menées, dans le respect des normes internationales, sur les violations graves des droits de l'homme commises dans le passé, notamment celles liées aux meurtres du 18 mars 2012 et au coup d'État du 12 avril de la même année.

37. Le manque de moyens et de volonté politique et d'autres contraintes ont continué d'entraver la capacité de l'État de remplir ses obligations en matière de respect et de protection des droits de la personne. Des progrès supplémentaires doivent être réalisés pour veiller à ce que les responsables de violations de ces droits répondent de leurs actes. En ce qui concerne la tentative de meurtre présumée, en 2017, du General Biaguê Na N'Tam, chef d'état-major général des armées, le tribunal militaire a libéré 10 militaires, dont sept avaient été arrêtés en décembre 2017, sur décision de la Cour suprême de justice rendue en leur faveur le 15 novembre 2018 à la suite d'un recours en *habeas corpus*.

38. Bien qu'aucune violation flagrante des droits de l'homme n'ait été commise récemment, la situation en la matière a continué d'être marquée par des limitations ciblées du droit de réunion pacifique, qui est reconnu dans la Constitution bissau-guinéenne ainsi que dans les instruments régionaux et internationaux ratifiés par l'État. Le 8 novembre, la police a eu recours à la force et au gaz lacrymogène pour disperser des élèves des écoles publiques rassemblés pour une manifestation qui n'avait pas été autorisée en raison du non-respect présumé des réglementations applicables en la matière. Huit manifestants ont été blessés et un a été hospitalisé. Le 8 décembre, le Bureau du Procureur général a averti qu'une politique de tolérance zéro serait appliquée à l'égard de toute manifestation qui ne respecterait pas les dispositions de la Constitution ou les lois en vigueur en Guinée-Bissau.

Situation socioéconomique et humanitaire

39. En ce qui concerne la situation macroéconomique et financière, la mission du Fonds monétaire international (FMI) qui s'est rendue en Guinée-Bissau du 19 septembre au 2 octobre a revu à la baisse sa prévision de la croissance du produit intérieur brut pour 2018, tombée de 6 % à 3,8 %. Cette baisse est due au fait qu'en

2018, les efforts de promotion des noix de cajou n'ont pas été aussi efficaces que prévu et n'ont mené à l'exportation que de 145 000 tonnes de noix. Les recettes de l'État ont fortement diminué par rapport à la même période les années précédentes ; l'État a notamment perçu 30 % d'impôts en moins. Dans l'ensemble, les incertitudes politiques en Guinée-Bissau ont entraîné une baisse sensible de la confiance des entreprises nationales et une diminution des investissements étrangers.

40. Les dépenses publiques ont diminué de 5,5 milliards de francs CFA (17,6 %) pendant la période considérée, passant de 31,5 milliards (54,9 millions de dollars des États-Unis) à 25,9 milliards (45,1 millions de dollars). Cette contraction est principalement due à la diminution des dépenses courantes, notamment les salaires (29,1 %) et le service de la dette publique (51,0 %). Le FMI s'est dit préoccupé par le taux d'intérêt élevé des prêts contractés par le Gouvernement (environ 18 % selon certaines sources) et la capacité de celui-ci de rembourser la dette.

41. Les grèves récentes, qui ont entravé la fourniture de nombreux services publics, en particulier dans le secteur de l'éducation, ont également retardé le paiement des salaires. L'année scolaire, qui devait commencer le 1^{er} octobre, n'avait pas encore débuté au moment de l'établissement du présent rapport, car les écoles publiques restaient fermées en raison de la grève des enseignants. Ceux-ci demandaient le versement des salaires impayés et l'amélioration des conditions contractuelles, dont certaines avaient été convenues avec les gouvernements précédents.

42. Le 5 décembre, le Premier Ministre a été convoqué par l'Assemblée nationale et prié d'expliquer les retards enregistrés dans le paiement des salaires des fonctionnaires et de décrire les efforts déployés pour mettre fin à la grève des enseignants. Il a évoqué les contraintes financières existantes et la directive récente de l'Union économique et monétaire ouest-africaine visant à limiter les salaires de la fonction publique à 35 % des dépenses publiques.

43. Étant donné le manque de données fiables sur les indicateurs sociaux, le Gouvernement mène actuellement la sixième enquête en grappes à indicateurs multiples avec l'assistance technique du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le soutien financier de l'Union européenne, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Programme alimentaire mondial et du Fonds des Nations Unies pour la population. La collecte de données a commencé début novembre en vue d'obtenir des estimations des indicateurs clefs qui pouvaient être utilisées pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des cibles des objectifs de développement durable, dans des domaines tels que la santé, la nutrition, la santé procréative, le VIH/sida et l'éducation. Cette enquête, qui fait suite à celle de 2014, est réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 7 000 ménages. Les premiers résultats devraient être disponibles en juin 2019 au plus tard.

44. La Guinée-Bissau est particulièrement vulnérable aux catastrophes d'origine naturelle ou humaine, telles que les inondations, les sécheresses, les invasions de nuisibles et les épidémies (choléra, méningite, rougeole et fièvre jaune), du fait de sa capacité limitée à surveiller les maladies et à les contrôler. L'insécurité alimentaire, les catastrophes climatiques et les naufrages présentent également des risques majeurs. À la suite de la tempête et des inondations ayant frappé Bissau, Bafatá, Gabú, Cacheu et Quinara le 26 juin, environ 4 420 bâtiments et structures, dont des maisons, des écoles et des marchés, ont été complètement ou partiellement détruits, laissant 2 000 familles sans domicile. L'insularité du pays s'accompagne par ailleurs de grands obstacles au développement. Dans l'Indice mondial de risque de 2019, la Guinée-Bissau arrive en 19^e position sur 172, preuve de sa grande exposition à des risques susceptibles de l'affaiblir considérablement, en raison de la mauvaise situation économique et sociale dans laquelle elle se trouve.

III. État d'avancement de l'exécution du mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau

45. Le BINUGBIS a poursuivi l'exécution de son mandat révisé conformément à la résolution 2404 (2018) du Conseil de sécurité, en mettant l'accent sur trois priorités : a) appuyer l'application des Accords de Conakry et faciliter un dialogue politique sans exclusive et la réconciliation nationale ; b) mener des activités de bons offices afin d'assurer la tenue d'élections législatives ouvertes, libres et crédibles ; c) fournir une assistance technique afin d'accélérer et de mener à bien l'examen de la Constitution bissau-guinéenne.

A. Application des Accords de Conakry et de la feuille de route de la CEDEAO, dialogue politique et réconciliation nationale, et renforcement de la gouvernance démocratique, notamment grâce à la mise en œuvre de réformes urgentes

46. Le BINUGBIS a continué de collaborer avec ses principaux partenaires nationaux et internationaux à Bissau pour favoriser le dialogue politique et la réconciliation nationale et préparer la mise en œuvre des réformes institutionnelles prévues par les Accords de Conakry pour la période postélectorale. À cet égard, mon Représentant spécial pour la Guinée-Bissau a entretenu des contacts réguliers avec les principales parties prenantes, notamment le Président de la République, le Premier Ministre, le Président de l'Assemblée nationale, le chef d'état-major général des armées, les hauts responsables de la justice pénale et de l'application des lois, les représentants de l'Union africaine, de la CEDEAO, de l'Union européenne et de la Communauté des pays de langue portugaise, et les ambassadeurs à Bissau. Il s'est également concerté avec des dirigeants de partis politiques et des représentants de la société civile, notamment de groupes de femmes et de jeunes, ainsi qu'avec des chefs religieux.

47. Lors de réunions avec mon Représentant spécial tenues les 21, 23 et 24 août, le Premier Ministre Gomes a réaffirmé qu'il espérait que les élections législatives se tiendraient comme prévu le 18 novembre, même s'il était conscient du fait que le processus d'inscription sur les listes électorales commencerait en retard en raison de l'arrivée tardive des kits biométriques destinés à compléter le petit nombre de kits dont disposait le Bureau d'appui technique.

48. Du 24 octobre au 1^{er} novembre, mon Représentant spécial s'est rendu à Conakry, Dakar et Abuja pour tenir des consultations sur la situation en Guinée-Bissau. À Conakry, il a rencontré le Président de la République de Guinée, Alpha Condé, en sa qualité de médiateur de la CEDEAO pour la Guinée-Bissau, et le Président de la Commission de l'Union africaine, qui était en visite en Guinée. À Abuja, il s'est entretenu tour à tour avec le Ministre nigérian des affaires étrangères et le Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de la CEDEAO, le général Francis Behanzin. Au cours de sa visite à Dakar, mon Représentant spécial a rencontré les Ambassadeurs des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en Guinée-Bissau. Lors de ces consultations, qui étaient centrées sur les opérations électorales, les interlocuteurs ont souligné que la communauté internationale devait adopter des positions et des messages harmonisés.

49. Avec l'aide financière du Fonds pour la consolidation de la paix, le BINUGBIS a fourni un appui à la commission d'organisation de la Conférence nationale pour la consolidation de la paix et le développement en Guinée-Bissau. En septembre, des

membres de la Commission ont organisé un séminaire de deux jours à Bula pour mieux faire comprendre les scénarios de réconciliation et renforcer les capacités de présenter et d'expliquer ces scénarios lors de futures consultations régionales.

50. La formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix a continué de servir de plateforme pour maintenir l'attention de la communauté internationale sur la Guinée-Bissau. Mon Représentant spécial ainsi que des représentants de la CEDEAO, du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2048 \(2012\)](#) concernant la Guinée-Bissau, de l'Union africaine, de la Communauté des pays de langue portugaise et de la Banque mondiale ont été invités par le Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix à faire des exposés sur la situation politique dans le pays, notamment sur la préparation des élections législatives, lors de réunions tenues en août et en novembre 2018. À l'occasion du dialogue interactif informel de la Commission de consolidation de la paix, organisé le 31 août 2018 en présence du Premier Ministre de la Guinée-Bissau, mon Représentant spécial a souligné l'importance de l'engagement et de l'appui continus de la communauté internationale pour contribuer à résoudre la crise politique dans le pays.

B. Calendrier des élections législatives

51. Lors de ses échanges avec les autorités bissau-guinéennes, mon Représentant spécial a continué de plaider pour que les élections législatives se tiennent dans les délais prévus, réaffirmant que l'ONU était disposée à fournir son aide pour atteindre cet objectif.

52. Le budget du Fonds commun multidonateurs pour les élections s'élève à 7,7 millions de dollars. Au moment de l'établissement du présent rapport, 9,9 millions de dollars avaient été réunis pour le Fonds, dont 7,9 millions avaient déjà été reçus, des accords ayant été signés pour les 2 millions restant.

53. Le BINUGBIS et le PNUD ont créé une équipe intégrée des Nations Unies pour l'appui électoral afin de coordonner les activités menées dans le cadre du mandat électoral du Bureau. L'Équipe a continué de fournir des conseils et des avis techniques aux organismes de gestion des élections concernant toutes les questions liées à l'inscription sur les listes électorales et à la planification du scrutin. En décembre, elle a déployé neuf conseillers électoraux régionaux, qui aideront les bureaux de la Commission électorale régionale à organiser et à mener les opérations électorales. De même, le PNUD, par l'intermédiaire du Fonds commun, a continué de fournir une assistance technique, financière et matérielle au Bureau d'appui technique et à la Commission électorale nationale, afin d'appuyer le processus électoral dans son ensemble.

54. Le 11 décembre, le BINUGBIS a tenu à Bissau une réunion avec la Mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau, afin d'aider les institutions nationales de maintien de l'ordre à établir un poste de commandement pour assurer la sécurité des prochaines élections législatives. Le personnel rattaché au poste de commandement sera notamment chargé de surveiller et de prévenir les violences électorales. Au cours de la réunion, le BINUGBIS et la Mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau se sont concertés sur les mesures à prendre pour collaborer avec les institutions nationales de maintien de l'ordre et leur apporter les compétences techniques nécessaires pour assurer la sécurité des élections. La Mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau s'est félicitée de cette initiative et a affirmé qu'il faudrait poursuivre les discussions, favoriser l'intégration avec les mesures existantes et pousser plus loin la collaboration avec les organismes nationaux compétents.

C. Examen de la Constitution bissau-guinéenne

55. D'août à décembre, le BINUGBIS a fourni une assistance financière et technique à la Commission ad hoc de l'Assemblée nationale populaire chargée de l'examen de la Constitution. Cinq des 38 participants aux délibérations étaient des femmes. Le BINUGBIS a observé ces discussions, qui ont donné lieu à des débats animés sur les dispositions controversées du projet de constitution, dont certaines sont considérées comme étant au cœur de l'instabilité politique et institutionnelle en Guinée-Bissau. La Commission a procédé à un examen partiel des articles du projet de constitution.

56. Avec l'aide financière du Fonds pour la consolidation de la paix, le BINUGBIS a également aidé la faculté de droit de Bissau à élaborer un texte annoté de la Constitution actuelle. Ce texte permettra de garantir une interprétation cohérente et uniforme des dispositions constitutionnelles et fournira des connaissances, des explications et des éléments d'information pour faciliter l'ensemble du processus d'examen de la Constitution et le débat public.

D. Renforcement des institutions démocratiques et amélioration des capacités des organes de l'État

57. D'août à début septembre, le BINUGBIS a organisé neuf ateliers de formation sur la sécurité électorale et la prévention de la violence en collaboration avec le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix. Cette formation a été suivie par 238 agents des institutions chargées de la sécurité intérieure, militaires et membres d'organisations de la société civile à Bissau et dans les régions où le BINUGBIS possède des bureaux extérieurs. Elle portait notamment sur les aspects du cycle électoral relatifs à l'état de droit et à la sécurité ; les dispositifs locaux d'alerte rapide et les compétences nécessaires pour assurer la sécurité tout au long du cycle électoral, y compris pendant les périodes pré et postélectorales.

58. Dans le cadre du programme conjoint sur la police, la justice et le système pénitentiaire de la Cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires de promotion de l'état de droit au lendemain de conflits et d'autres crises, le BINUGBIS a continué de regrouper le personnel des institutions chargées de la justice pénale et de la sécurité. Ce regroupement contribuera à une exécution plus efficace des stratégies nationales en matière de sécurité publique et de lutte contre le trafic de drogues et la criminalité transnationale organisée, ainsi qu'à une amélioration de la gestion pénitentiaire, conformément à l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela). Le BINUGBIS a également commencé à partager ses locaux avec le Bureau du Procureur général et a travaillé plus étroitement avec les magistrats de l'ordre judiciaire afin de suivre l'application des normes professionnelles, ainsi que la gestion et la progression des affaires à tous les niveaux du système d'application des lois et de justice pénale, en particulier en ce qui concerne les affaires relatives au trafic de drogues et à la criminalité transnationale organisée.

59. Le 6 décembre, le BINUGBIS a conclu un cycle de formation de deux mois organisé à Bissau pour les forces armées. Par l'intermédiaire de son conseiller militaire principal, le Bureau a formé 49 agents de la police militaire (dont 2 femmes) afin de renforcer leurs connaissances et leurs compétences professionnelles dans le domaine de la déontologie et de la discipline, ainsi que de la gouvernance constitutionnelle. Le chef d'état-major général des armées, le général Biaguê Na N'tan, a appuyé les efforts déployés par le BINUGBIS, soulignant que l'armée

continuerait d'investir des ressources dans la formation pour améliorer la conduite et l'image des militaires, tant dans le pays qu'à l'étranger.

E. Promotion et protection des droits de l'homme

60. Au cours de la période considérée, le BINUGBIS a continué de suivre la situation des droits de l'homme dans le pays en mettant l'accent sur les droits concernant la participation à la vie politique et publique, notamment les droits à la liberté de réunion et d'association pacifiques, à l'accès à l'information et à la liberté de parole. Il a également continué de promouvoir et de surveiller systématiquement le droit des personnes privées de liberté et d'encourager le respect des normes internationales régissant le traitement des détenus, activités dans le cadre desquelles il a mené 21 visites dans des prisons et autres lieux de détention. Durant la période à l'examen, les autorités ont libéré 30 personnes qui avaient été placées en détention prolongée.

61. Du 6 août au 21 septembre, en partenariat avec le PNUD, le Bureau d'appui technique et la Commission électorale nationale, le BINUGBIS a organisé à Bissau, Bafatá, Cacheu et Quinara une série de formations à l'intention des acteurs du processus électoral, auxquelles ont assisté 200 participants, dont 160 femmes. Des formations similaires ont été organisées à Bissau les 5 et 6 novembre et les 20 et 21 novembre, en partenariat avec la Federação das Associações para a Defesa e Promoção dos Direitos das Pessoas com Deficiência (Fédération des associations de défense et de promotion des droits des personnes handicapées), à l'intention de 60 participants, dont 30 femmes. Ces séances de formation ont contribué à sensibiliser les principaux acteurs nationaux à la protection des droits de l'homme durant les élections, en particulier le droit de participer à la vie politique et publique et, notamment, de voter et d'être élu, ainsi qu'à la nécessité de participer activement à la conduite des affaires publiques.

62. Les 27 et 28 novembre, le BINUGBIS a organisé à l'Assemblée nationale un atelier de sensibilisation sur les droits de la personne et la justice militaire, avec la participation de 73 parlementaires, dont 13 femmes. Les débats organisés ont permis d'envisager sous un angle plus inclusif et novateur la mise en conformité du projet actuel de code de justice militaire avec la Constitution de la Guinée-Bissau, le droit international des droits de l'homme et les autres normes internationales.

63. Du 12 au 18 décembre, le BINUGBIS a organisé un atelier de six jours avec les membres des commissions spécialisées sur les droits constitutionnels et les droits de l'homme, ainsi que sur la défense et les affaires intérieures. Les discussions ont abouti à une révision du projet de code militaire conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme. Le projet, adopté à l'unanimité par l'Assemblée nationale, a été présenté au Président de la Guinée-Bissau le 20 décembre.

F. Lutte contre le trafic de drogues et la criminalité transnationale organisée

64. Le BINUGBIS et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) ont continué d'apporter un appui stratégique et technique aux institutions publiques pour renforcer l'échange d'informations, la conduite d'analyses et l'établissement de rapports sur le trafic de drogues et la criminalité transnationale organisée en Guinée-Bissau, ainsi que pour améliorer les normes professionnelles, la coopération, la coordination et les partenariats. Pour faire en sorte que le pays s'approprie les activités, le BINUGBIS, qui co-préside le groupe du Plan-cadre de partenariat conclu entre la Guinée-Bissau et l'ONU chargé de suivre les résultats en

matière de paix et de sécurité, d'état de droit et de gouvernance, a fourni des services de secrétariat. Le groupe chargé de suivre les résultats a organisé neuf réunions en mettant particulièrement l'accent sur l'adoption de stratégies globales visant à combattre le trafic de drogues et la criminalité transnationale organisée.

65. Du 17 septembre au 12 octobre 2018, le BINUGBIS, en coopération avec l'ONUDC, a organisé à l'intention de 78 agents des services de répression (police judiciaire, garde nationale, police de sécurité publique et service de renseignement), dont 9 femmes, une formation spécialisée sur les systèmes de surveillance renforcée, le renseignement et la coopération internationale au service de la lutte contre le trafic de drogues et les autres formes de criminalité transnationale organisée.

66. Un dialogue national de haut niveau sur la lutte contre le trafic de drogues et les autres formes de criminalité transnationale organisée a été lancé à l'occasion d'une conférence qui s'est tenue à Bissau les 28 et 29 novembre, coprésidée par mon Représentant spécial et le Ministre de la présidence du Conseil des ministres et des affaires parlementaires, Agnelo Augusto Regalla, (au nom du Premier Ministre), et qui a permis de définir les éléments d'une stratégie nationale et de formuler des recommandations stratégiques et opérationnelles pour mettre à jour le plan de lutte contre le trafic de drogues et les autres formes de criminalité transnationale organisée, y compris la traite des êtres humains, la corruption, le blanchiment d'argent et l'exploitation illégale des ressources naturelles.

67. Le BINUGBIS et l'ONUDC ont également fourni un appui stratégique et technique afin d'améliorer la gestion des frontières, en mettant en œuvre le projet financé par l'Équipe spéciale interinstitutions pour la réforme du secteur de la sécurité, qui vise à renforcer les capacités de la police des frontières et à soutenir l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest. Quatre postes frontière situés à Buruntuma et Pirada (région de Gabú), Contabane (région de Tombali) et Jegue (secteur de São Domingos, région de Cacheu) ont été rénovés et leurs services en matière de gestion et de contrôle des frontières ont été améliorés.

68. Au cours de la première semaine de décembre, le BINUGBIS a participé à des réunions d'experts avec les services portugais de l'immigration et des douanes basés à l'aéroport Humberto Delgado de Lisbonne, dans le cadre du Projet de communication aéroportuaire que mène actuellement l'ONUDC pour encourager la coopération internationale contre le trafic de drogues et la criminalité organisée. Depuis juillet 2018, 14 suspects ont été arrêtés et 24 kilogrammes de cocaïne ont été saisis à l'aéroport international Osvaldo Vieira de Bissau, soit une augmentation de 40 % du nombre de suspects arrêtés et de 300 % des saisies de drogues par rapport à la période précédente.

G. Inscription du principe de l'égalité des sexes dans l'entreprise de consolidation de la paix

69. La loi sur la parité pour la participation des femmes aux sphères politique et décisionnelle a été officiellement votée le 2 août à l'Assemblée nationale, puis adoptée le 22 novembre. Le BINUGBIS a fourni un appui technique et financier à plusieurs organisations de femmes de Guinée-Bissau dont les efforts de sensibilisation ont grandement contribué à son adoption. Le 3 décembre, le Président de la Guinée-Bissau a promulgué cette loi, qui a été publiée dans le numéro de décembre du Journal officiel.

70. L'entrée en vigueur de la loi sur la parité des genres et le processus déclenché par sa mise en œuvre et son application devraient entraîner des changements durables dans les relations de pouvoir entre femmes et hommes, notamment dans la sphère

politique. La loi s'applique aux listes de candidats présentées par les partis politiques aux élections législatives et locales. Son objectif déclaré est de promouvoir l'égalité des genres en améliorant l'égalité des chances entre femmes et hommes. À cette fin, elle dispose que les listes publiées pour les fonctions électives doivent comporter au moins 36 % de personnes de chaque sexe. Le BINUGBIS continue de travailler avec ses partenaires, notamment dans le cadre de projets du Fonds pour la consolidation de la paix, en vue de renforcer les capacités des femmes pour qu'elles participent à la vie politique et se portent candidates aux élections.

71. Le 13 août, mon Représentant spécial a écrit aux chefs des cinq partis politiques siégeant au Parlement pour les inviter à se pencher sur l'intégration des questions de genre dans les programmes des partis. Le 12 septembre 2018, des représentants de l'ONU en Guinée-Bissau ont publié une lettre ouverte sur la loi sur la parité, dans laquelle ils exhortaient les décideurs à faire en sorte que le Parlement nouvellement élu soit un lieu plus inclusif et plus représentatif qui reflète véritablement la diversité de la Guinée-Bissau.

72. Le 20 septembre, la Plataforma Política das Mulheres [Plateforme politique des femmes (PPM)] a, avec l'appui de l'ONU, organisé une conférence nationale sur la participation des femmes et des filles à la vie politique et à la prise de décisions, qui a rassemblé environ 150 participantes. Cette conférence visait à accroître la présence des femmes sur les listes des partis politiques pour les élections législatives à venir. Lors de cette manifestation, clôturée par la Présidente de Rede das Mulheres Parlamentares (caucus des femmes de l'Assemblée nationale), Suzi Carla Barbosa, les représentants des partis politiques se sont engagés par écrit à promouvoir l'égalité des genres et à mettre en œuvre la loi sur la parité.

73. Le BINUGBIS a également été invité à assister à l'atelier de la CEDEAO consacré à l'application d'une approche inclusive pour tous les genres et à une médiation efficace en Afrique de l'Ouest, qui s'est tenu à Abuja les 3 et 4 octobre, et a facilité la participation d'une représentante du Réseau Paix et sécurité des femmes dans l'espace CEDEAO.

H. Mobilisation, harmonisation et coordination de l'aide internationale

74. Le 31 août, mon Représentant spécial a présidé une réunion des représentants du groupe des cinq partenaires internationaux à Bissau et de hauts représentants de l'Angola, du Brésil, de Cuba, de l'Espagne, de la Fédération de Russie, de la France, du Nigéria, du Portugal et du Sénégal pour leur communiquer les points essentiels de l'exposé sur la situation en Guinée-Bissau qu'il avait présenté la veille au Conseil de sécurité.

75. Le 19 novembre, mon Représentant spécial a présidé une réunion des partenaires internationaux, qui avait pour objet de débattre de l'évolution récente de la situation politique et des progrès réalisés dans la préparation des élections. Des représentants de l'Angola, du Brésil, de la Chine, de l'Espagne, des États-Unis, de la Fédération de Russie, de la France, de la Guinée, du Nigéria et du Sénégal, ainsi que de l'Union africaine et de l'Union européenne ont participé à cette réunion. Les partenaires internationaux étaient unanimes à considérer que les élections législatives devraient avoir lieu en 2018, conformément à la Constitution. En outre, ils se sont dits préoccupés par l'incertitude entourant la date du scrutin. Ils ont également souligné la nécessité d'un échange continu entre les parties prenantes au niveau national, de sorte que des solutions durables puissent être trouvées aux problèmes politiques que connaît le pays.

76. Entre septembre 2018 et janvier 2019, mon Représentant spécial a coprésidé, avec le Président de la Commission électorale nationale, cinq réunions du Comité directeur de haut niveau sur les élections. Ces rencontres visaient à communiquer aux partenaires internationaux et nationaux des informations à jour sur l'état d'avancement des préparatifs des élections législatives et à discuter des ressources nécessaires.

IV. Questions transversales

A. Intégration du système des Nations Unies

77. En application de la résolution [2404 \(2018\)](#) du Conseil de sécurité, une évaluation stratégique du BINUGBIS a été réalisée du 28 septembre au 4 octobre. À l'issue de cet exercice, j'ai recommandé de restructurer le BINUGBIS sous la forme d'une mission politique spéciale simplifiée et de redéfinir la hiérarchisation de ses tâches, en recentrant son action sur l'utilisation des bons offices et sur la coordination des partenaires internationaux. J'ai également recommandé de procéder en trois phases, durant lesquelles les tâches du BINUGBIS seraient progressivement transférées à l'équipe de pays des Nations Unies, au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et aux partenaires internationaux, jusqu'à la clôture définitive de la mission, qui aurait lieu le 31 décembre 2020 au plus tard [pour plus de détails, voir mon rapport spécial sur l'évaluation stratégique de la mission ([S/2018/1086](#))]. La mission se penche actuellement, en collaboration avec le Siège, sur la préparation de sa transition. Dans ce contexte, il est notamment prévu d'organiser une séance de formation sur les transitions et d'élaborer une feuille de route faisant fond sur les meilleures pratiques et enseignements tirés d'autres projets pour encadrer le processus de restructuration. Lorsque le Conseil se sera prononcé sur les recommandations formulées dans mon rapport spécial et en fonction du renouvellement du mandat de la mission, de vastes efforts de planification, de mise en œuvre et de suivi de la transition, qui tiendront compte de la décision du Conseil, seront déployés.

78. Le 8 novembre, les membres des équipes de pays des Nations Unies, des représentants du BINUGBIS et des représentants du Ministère des affaires étrangères, de la coopération internationale et des communautés ont participé à un atelier organisé pour les parties prenantes à Bissau, dans le cadre de l'examen à mi-parcours 2016-2020 du Plan-cadre de partenariat conclu entre la Guinée-Bissau et l'ONU. L'objectif de l'atelier était de valider le projet de rapport d'examen à mi-parcours pour garantir l'alignement des activités de développement sur les priorités nationales et la prise en main du programme par le pays et améliorer l'efficacité du Plan-cadre de partenariat des Nations Unies.

79. Du 26 au 29 novembre, une équipe de campagne en faveur des objectifs de développement durable dirigée par le PNUD s'est rendue en Guinée-Bissau pour y préparer une mission d'intégration, d'accélération et de soutien aux politiques, une démarche commune adoptée par le Groupe des Nations Unies pour le développement afin de définir son appui à la réalisation desdits objectifs. L'équipe a élaboré un plan d'action multipartite pour 2019 en vue du lancement national de l'enquête MY World en Guinée-Bissau et, pour ce faire, a largement consulté les acteurs nationaux.

B. Information

80. Le BINUGBIS a continué de mener actions de sensibilisation concernant le mandat et les activités de la mission au niveau national, et notamment les bons offices

de mon Représentant spécial et de l'équipe de pays des Nations Unies, en faisant appel à divers médias, dont des campagnes, des communiqués de presse, un site Web, des articles, des photos, des vidéos, des messages publiés sur les médias sociaux, des émissions de radio ainsi que des bulletins d'information externes en portugais et en anglais (« *I-kuma* »). Trois publications ont été consacrées exclusivement au processus électoral. Le BINUGBIS a mené des campagnes de sensibilisation dans tout le pays sur les droits et les devoirs des électeurs et sur l'importance des élections. Il a fourni un appui à la Commission électorale nationale et au Bureau d'appui technique pour la conception de leurs stratégies de communication et de leur campagne de sensibilisation à l'inscription sur les listes électorales. Il a également donné des conseils en matière de communication stratégique à la commission d'organisation de la Conférence nationale sur la réconciliation.

81. Depuis août, les activités du BINUGBIS à l'appui du secteur des médias, financées par le Fonds pour la consolidation de la paix, ont notamment consisté à : a) aider cinq radios communautaires à passer à l'énergie verte ; b) établir un consortium de médias indépendants chargé de gérer les ressources communes et les établissements de formation des journalistes ; c) réviser les lois et règlements relatifs aux médias, et notamment adopter un code de conduite pour la couverture médiatique pendant la période électorale ; d) fournir un appui à Radio Mulher de Bafatá, une station de radio gérée par des femmes et basée à Bafatá, deuxième région la plus peuplée du pays après Bissau et théâtre habituel des litiges électoraux les plus importants ; e) renforcer les capacités des responsables des médias.

C. Sûreté et sécurité du personnel

82. Dans l'ensemble, les conditions de sécurité pour le personnel des Nations Unies en Guinée-Bissau sont restées stables. Une hausse des infractions de droit commun, en particulier des vols simples et qualifiés, a été signalée. C'est dans ce contexte que se sont inscrits un cambriolage et une violation de domicile dont ont été victimes pendant la nuit deux femmes membres du personnel international des Nations Unies, qui n'ont été ni blessées ni soumises à des violences physiques.

V. Observations

83. Je demeure préoccupé par la lenteur de la mise en œuvre des Accords de Conakry et de la feuille de route de la CEDEAO, qui visent à résoudre la crise politique en Guinée-Bissau. Malgré les avancées initiales enregistrées entre avril et juin 2018, notamment la nomination d'un premier ministre consensuel et la formation d'un gouvernement largement représentatif, la situation en Guinée-Bissau reste fragile. La méfiance persistante qui règne entre les acteurs politiques bissau-guinéens ainsi que les manœuvres politiques qui leur sont associées continuent de faire obstacle au bon déroulement du processus électoral. Je demande une nouvelle fois à tous les acteurs politiques de Guinée-Bissau de donner la priorité à leur pays et à leurs compatriotes et de régler leurs différends au moyen d'un dialogue constructif. Agir de la sorte est essentiel pour instaurer la stabilité politique et ainsi réaliser les avancées indispensables et le développement durable auxquels la population bissau-guinéenne aspire.

84. On ne saurait trop insister sur la nécessité d'un engagement international continu en Guinée-Bissau. Je félicite le Président de la République fédérale du Nigéria, Muhammadu Buhari, en sa qualité de Président de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, et le Président de la Guinée, Alpha Condé, en sa qualité de Médiateur de la CEDEAO pour la Guinée-Bissau, ainsi que tous les

partenaires internationaux en Guinée-Bissau, notamment le Groupe des Cinq, pour leurs efforts et leur engagement sans relâche. L'ONU reste déterminée à appuyer la Guinée-Bissau. Dans le même temps, il est essentiel que les parties prenantes nationales fassent preuve de bonne foi et de volonté politique pour que le pays continue de progresser sur la voie de la stabilité politique et institutionnelle. Ceux qui entravent le processus électoral devraient rendre compte de leurs actes. Dans ce contexte, je prends note des délibérations sur la Guinée-Bissau menées par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO lors de sa cinquante-quatrième session ordinaire, ainsi que de la déclaration à la presse que le Conseil de sécurité des Nations Unies a faite sur ce pays le 27 décembre.

85. La Guinée-Bissau se trouve à un tournant décisif. Tous les acteurs politiques se doivent de travailler ensemble de manière constructive pour créer les conditions propices à la tenue d'élections législatives et présidentielle crédibles, non exclusives, transparentes et pacifiques. À cet égard, je note qu'une nouvelle date a été fixée pour les élections législatives, qui doivent désormais se tenir le 10 mars 2019. En ce qui concerne la mobilisation des ressources nécessaires à cette fin, je me réjouis du généreux soutien financier apporté par les donateurs, qui a permis de financer intégralement le projet d'assistance électorale.

86. J'engage les autorités nationales compétentes à sauvegarder, promouvoir et protéger les droits de participation politique et publique, en particulier dans le contexte des prochaines élections. Il s'agit notamment d'assurer le respect du droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'expression et d'opinion. Les institutions nationales, y compris l'appareil judiciaire et la police, doivent s'acquitter de leurs obligations légales et s'abstenir de toute implication dans un différend politique partisan.

87. Il importe d'achever en temps voulu le processus de révision constitutionnelle, qui contribuera aux efforts de stabilisation en cours. J'encourage donc la Commission ad hoc de l'Assemblée nationale populaire sur la révision de la Constitution à mener les activités en suspens de son programme de travail. Je confirme que l'ONU souhaite continuer d'appuyer l'important travail de la Commission.

88. Le respect des droits de l'homme est une condition essentielle à la stabilité, à la paix et au développement durable en Guinée-Bissau. Un des objectifs fondamentaux du pays doit être la mise en place d'une institution nationale indépendante de promotion et de protection des droits de l'homme, conformément aux Principes de Paris concernant le statut des institutions de ce type, et d'une commission interministérielle des droits de l'homme, chargées d'appliquer les recommandations émanant des mécanismes régionaux et internationaux dans ce domaine et d'en assurer le suivi.

89. Je me réjouis de l'approbation de la loi sur la parité pour la participation des femmes aux sphères politique et décisionnelle, qui a été adoptée par l'Assemblée nationale le 22 novembre. J'encourage tous les acteurs politiques à assurer sa mise en œuvre rapide, notamment en garantissant que le prochain corps législatif soit plus représentatif de la population bissau-guinéenne.

90. Le trafic de drogues et la criminalité transnationale organisée demeurent des menaces pour la paix et la stabilité. La Guinée-Bissau est très vulnérable face aux menaces transnationales et à l'extrémisme violent constatés dans la région. Pour apporter une réponse à ces problèmes, il convient de prêter un appui à l'ensemble de l'appareil judiciaire pénal et de mettre en place une solide collaboration à plusieurs niveaux entre les acteurs civils, les responsables politiques et les intervenants du secteur de la sécurité, en consultation et en coordination avec les partenaires internationaux et régionaux. Le renforcement et l'amélioration des contrôles aux

frontières terrestres, maritimes et aériennes sont essentiels pour la stabilité et la gouvernance démocratique dans le pays.

91. La CEDEAO, pour que les forces de sa mission en Guinée-Bissau puissent se retirer, comme prévu, après la fin du cycle électoral, doit procéder à une évaluation approfondie de la situation et fournir un appui aux capacités nationales existantes, de manière à garantir la protection des institutions étatiques et la sécurité des personnes. La mission pourra ainsi se retirer sans heurt et sans créer des vides sécuritaires.

92. Le mandat du BINUGBIS s'achèvera le 28 février 2019. Alors que le pays entre dans une nouvelle période électorale, qui devrait durer jusqu'à la mi-2019, le rôle du BINUGBIS restera crucial. Je compte que le Conseil de sécurité apportera son appui en approuvant les recommandations qui figurent dans mon rapport spécial sur l'évaluation stratégique de la mission. Ces recommandations portent notamment sur une nouvelle hiérarchisation des tâches du BINUGBIS et sur un processus en trois phases conduisant à la réduction progressive des effectifs de la mission d'ici au 31 décembre 2020. À cet égard, je recommande que le mandat du BINUGBIS soit prorogé d'un an.

93. Je tiens à exprimer ma gratitude au personnel du BINUGBIS et à l'équipe de pays des Nations Unies, agissant sous la direction de mon Représentant spécial, José Viegas Filho, pour leur engagement et leur dur labeur, ainsi qu'aux partenaires bilatéraux, régionaux et internationaux pour leur contribution considérable à la consolidation de la paix en Guinée-Bissau.
